

## **Publications périodiques**

---

Comptes annuels

---

**AUXIFIP**

Société anonyme à Conseil d'administration au capital de 81 912 460 euros  
Siège social : 12 place des Etats-Unis CS 30002, 92548 Montrouge Cedex  
602 055 345 R.C.S. NANTERRE

*Comptes individuels au 31/12/2018*  
*Approuvés par l'assemblée générale mixte du 28 mai 2019*

**I. — Bilan**

(en milliers d'euros)

<b>Actif</b>	<b>2018</b>	<b>2017</b>
Caisse, banques centrales, ccp	362	13
Créances sur les établissements de crédit	176 475	243 349
- à vue	143 961	212 172
- à terme	32 514	31 177
Opérations avec la clientèle	2 699 944	2 378 678
Participations et autres titres détenus à long terme	1	0
Part dans les entreprises liées	57 416	57 416
Crédit-bail et location avec option d'achat	708 085	762 564
- Immobilisations louées et immos en cours	690 279	746 108
- Immobilisations non louées après résiliation	0	0
- Créances rattachées et douteuses	17 806	16 456
Location simple	264	974
- Immobilisations louées et immos en cours	0	0
- Immobilisations non louées après résiliation	0	0
- Créances rattachées et douteuses	264	974
Immobilisations incorporelles	1 020	889
Immobilisations corporelles	0	0
Autres actifs	42 798	92 993
Comptes de régularisation	60 294	55 741
<b>Total de l'actif</b>	<b>3 746 659</b>	<b>3 592 617</b>

  

<b>Passif</b>	<b>2018</b>	<b>2017</b>
Banques centrales, ccp		
Dettes envers les établissements de crédit	3 271 307	3 230 392
- à vue	0	0
- à terme	3 271 307	3 230 392
Opérations avec la clientèle	1 286	1 327
Dettes représentées par un titre	40 000	10 000
Autres passif	138 954	119 563
Comptes de régularisation	128 125	134 999
Provisions pour risques et charges	5 501	6 882
Subventions d'investissements	0	0
Provisions réglementées	0	0
Capitaux propres	161 486	89 454
- capital souscrit	81 912	81 912
- Primes de fusion et d'émission	1 773	1 773
- Réserves	1 278	1 041
- Report à nouveau (+/-)	4 491	-11 978
- Résultat de l'exercice (+/-)	72 032	16 706
<b>Total du passif</b>	<b>3 746 659</b>	<b>3 592 617</b>

  

<b>Hors-bilan</b>	<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>1 Engagements donnés</b>	<b>1 292 042</b>	<b>1 153 004</b>
<b>Engagements de financement</b>	<b>526 221</b>	<b>216 827</b>
Engagements en faveur d'établissements de crédit	0	0
Engagements en faveur de la clientèle	526 221	216 827
<b>Engagements de garantie</b>	<b>13 860</b>	<b>15 816</b>
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	13 860	15 816
Engagements d'ordre de la clientèle	0	0
<b>Engagements sur titres</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise	0	0
Autres engagements donnés	0	0
<b>Engagements donnés sur instruments financiers à terme</b>	<b>228 820</b>	<b>290 549</b>

Engagements sur instruments de taux d'intérêt	228 820	290 549
Engagements sur instruments de change	0	0
<b>Autres engagements</b>	<b>523 141</b>	<b>629 812</b>
<b>2 Engagements reçus</b>	<b>1 834 306</b>	<b>1 494 522</b>
<b>Engagements de financement</b>	<b>77 741</b>	<b>105 158</b>
Engagements reçus d'établissements de crédit	77 741	105 158
Engagements reçus clientèle	0	0
<b>Engagements de garantie</b>	<b>1 756 565</b>	<b>1 389 364</b>
Engagements reçus d'établissements de crédit	1 756 565	1 389 364
Engagements reçus clientèle	0	0
<b>Engagements sur titres</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise	0	0
Autres engagements reçus	0	0
<b>Engagements reçus sur instruments financiers à terme</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Engagements sur instruments de taux d'intérêt	0	0
Engagements sur instruments de change	0	0

## II. — Compte de résultat au 31 décembre 2018

(en milliers d'euros)	2018	2017
+ Intérêts et produits assimilés	67 455	76 120
- Intérêts et charges assimilées	-61 141	-67 412
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	95 189	92 868
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	-83 392	-88 301
+ Produits sur opérations de location simple	288	192
- Charges sur opérations de location simple	-6	-38
+ Revenus des titres à revenu variable (produits)	55 990	1
+ Commissions (produits)	9 612	10 804
- Commissions (charges)	-782	-678
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	0	-19
+/- Gains ou pertes sur opérations de placement et assimilés	0	0
+ Autres produits d'exploitation bancaire	4 407	4 595
- Autres charges d'exploitation bancaire	-44	-204
<b>Produit net bancaire</b>	<b>87 576</b>	<b>27 928</b>
- Produits généraux d'exploitation	395	139
- Charges générales d'exploitation	-11 695	-11 216
- Dotations aux amort. et aux prov. sur immob. corporelles et incorporelles	-253	-272
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>76 023</b>	<b>16 579</b>
+/- Coût du risque	98	3 969
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>76 121</b>	<b>20 548</b>
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	0
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>76 121</b>	<b>20 548</b>
- Impôt sur les bénéfices	-4 089	-3 842
<b>Résultat net</b>	<b>72 032</b>	<b>16 706</b>

## III. — Affectation du résultat

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide d'affecter le résultat de l'exercice 2018 de 72 031 980,22 € de la façon suivante :

Réserve légale	3 601 599,01 €
Au titre de dividendes (26 €/action)	25 055 576,00 €
Report à nouveau	43 374 805,21 €

Le compte de la réserve légale, de 600 798,16 €, affichera un solde de 4 202 197,17 € après affectation.

Le compte du report à nouveau, de 4 491 253,68 €, affichera un solde de 47 866 058,89 € après affectation

## Rappel des dividendes distribués

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons qu'il n'a pas été distribué de dividendes au titre des trois précédents exercices.

*Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.*

## IV. — Annexes

## Note 1 Cadre juridique et financier et faits caractéristiques de l'exercice

## 1.1. Cadre juridique et financier

La société AUXIFIP S.A. est une société anonyme agréée en qualité d'établissement financier, et soumise aux dispositions de la loi bancaire du 24 Janvier 1984 relative au contrôle, et à l'activité des établissements de crédit.

La société AUXIFIP S.A. est détenue à 99,99 % par la société Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. et participe au périmètre de consolidation de Crédit Agricole S.A. et fait également partie de son périmètre d'intégration fiscale.

AUXIFIP S.A. propose un ensemble de formules contractuelles de financement des marchés de fournitures ou de travaux, des délégations de service public ou encore d'ouvrages mis à disposition des personnes publiques, dans le cadre de conventions d'occupation domaniale (police, gendarmerie, justice). L'ensemble de son activité se déroule en France.

## 1.2. Evénements significatifs relatifs à l'exercice 2018

Néant.

## 1.3. Evénements postérieurs à l'exercice 2018

Depuis le 31 décembre 2018, aucun événement significatif susceptible de remettre en cause la sincérité des comptes de l'exercice 2018 n'est à signaler.

### Note 2 Principes et méthodes comptables

Les états financiers d'AUXIFIP S.A. sont établis dans le respect des principes comptables applicables aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A., agissant en tant qu'organe central et chargé d'adapter les principes généraux aux spécificités du groupe Crédit agricole.

La présentation des états financiers d'AUXIFIP S.A. est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui, à partir des exercices ouverts au 1er janvier 2015, regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Les changements de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent concernent les points suivants :

Règlements	Date de publication par l'Etat français	Date de 1ère application : exercices ouverts à compter du
Règlement ANC n°2017-01 relatif au PCG concernant le traitement comptable des opérations de fusion et assimilées.	30/12/2017	2018
Règlement 2018-01 relatif aux changements de méthodes comptables, changements d'estimation et correction d'erreur	20/04/2018	2018

Auxifip n'est pas soumis à l'application de ces nouveaux règlements

## 2.1 Opérations de Crédit-Bail

Le poste « Crédit-bail et location avec option d'achat » recense les rubriques suivantes :

- immobilisations louées et non louées nettes d'amortissements comptables ;
- dépréciation des actifs immobilisés ;
- immobilisations en cours de construction ;
- avances et acomptes versés aux fournisseurs ;
- créances douteuses nettes de provisions ;
- indemnités de résiliations nettes de provisions ;
- créances rattachées ;
- produits à recevoir.

Par ailleurs, les dispositions en matière d'opérations consortiales sont respectées. La société, qu'elle ait la position de chef de file ou de participant, enregistre la quote-part de financement qu'elle a réalisée et, au hors-bilan, sa quote-part de risque.

Le crédit-bail et la location simple sont composés des mêmes natures de poste, des mêmes méthodes d'évaluation et de règles de provisionnement identiques.

L'amortissement comptable est calculé par matériel en fonction de sa durée de vie économique dans les limites du minimum et du maximum fiscalement autorisé. La différence entre l'encours financier et la valeur nette comptable forme l'essentiel de la réserve latente. Le secteur "location simple" représente l'activité d'origine d'AUXIFIP S.A., qu'elle exerce depuis 1983.

### Immobilisations

- Valeur brute & amortissements

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont retenues pour leur coût d'acquisition, quelle que soit la date d'acquisition.

Les immobilisations acquises avant le 31 décembre 2013 sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation. Le mode et la durée d'amortissement par catégorie d'immobilisations sont les suivants :

Catégorie	Durée	Mode
Autres immobilisations corporelles :		
- Agencements et aménagements divers	10 ans	Linéaire
- Matériel informatique	5 ans	Linéaire ou dégressif
- Mobilier de bureau	10 ans	Linéaire
- Matériel de transport	5 ans	Linéaire
- Matériel administratif	5 ans	Linéaire

A compter du 1er janvier 2014, la société AUXIFIP SA a opté pour l'amortissement financier des biens acquis destinés à la location. Les contrats éligibles à l'amortissement financier sont les opérations de crédit-bail ou de location avec option d'achat.

Cette option permet d'amortir le capital prêté sur la durée de la location.

- Traitement comptable des ITNL

Les immobilisations temporairement non louées sont valorisées à la VNC de la date du passage en ITNL ou à la valeur vénale si cette dernière est inférieure à la VNC par le biais d'une provision.

## 2.2 Créances et engagements par signature

Les créances sur les établissements de crédit, les entités du groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par les articles 2211- 1 à 2251 - 13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Elles sont ventilées selon leur durée résiduelle ou la nature des concours :

- Les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- Les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- Les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

Conformément aux dispositions réglementaires, la rubrique clientèle comporte en outre les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, Crédit Agricole, clientèle).

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

En application de l'article 2131-1 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

L'application du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 conduit l'entité à comptabiliser les créances présentant un risque d'impayé conformément aux règles définies dans les paragraphes suivants.

L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes contribue à permettre d'apprécier le niveau d'un risque de crédit.

Les créances et les engagements par signature sont répartis entre les encours réputés sains et les encours jugés douteux.

### Créances saines

Tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines et elles demeurent dans leur poste d'origine.

### Créances douteuses

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- Il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins,
- La situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré,
- Il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Pour les découverts, l'ancienneté de l'impayé est décomptée dès que le débiteur a dépassé une limite autorisée qui a été portée à sa connaissance par l'établissement ou qu'il a été averti que son encours dépasse une limite fixée par l'établissement dans le cadre de son dispositif de contrôle interne, ou qu'il a tiré des montants sans autorisation de découvert.

Sous condition, en lieu et place des critères susvisés, l'établissement peut décompter l'ancienneté de l'impayé lorsque le découvert a fait l'objet de la part de l'établissement d'une demande de remboursement total ou partiel auprès du débiteur.

Parmi les encours douteux, AUXIFIP SA distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

- Créances douteuses non compromises :

Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

- Créances douteuses compromises :

Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné dès lors que le risque de crédit avéré est définitivement levé et lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine. Dans ce cas, l'encours est porté à nouveau en encours sain.

### Passage en perte

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'experts, AUXIFIP SA le détermine avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité.

Les créances devenues irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

#### **Créances restructurées**

Ce sont des créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux, etc.) afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances.

Elles concernent les créances classées en douteuses et les créances saines, au moment de la restructuration.

Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas des problèmes d'insolvabilité.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- La valeur nominale du prêt ;
- Et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque.

Les crédits restructurés du fait de la situation financière du débiteur font l'objet d'une notation conformément aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé.

Lorsqu'après un retour en encours sain, le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours restructurés sont immédiatement déclassés en encours douteux.

#### **Dépréciations au titre du risque de crédit avéré**

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par AUXIFIP S.A. par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

La dépréciation des impayés HT est calculée après imputation des avoirs (HT) et du solde du compte courant, et de la contre-garantie, le cas échéant. Le taux de provisionnement appliqué est fonction de la nature de l'impayé et selon des règles fixées par le département du contrôle des risques.

Le taux de dépréciation appliqué est fonction de la nature de l'impayé et selon les règles fixées par le département du contrôle des risques.

La dépréciation calculée sur une créance douteuse est enregistrée en coût du risque. Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non recouvrement sont inscrites en coût du risque ; l'augmentation de la valeur comptable liée à la reprise de dépréciation étant inscrite dans la marge d'intérêt.

#### **Dépréciation pour risque de re-commercialisation**

Une dépréciation pour risque de re-commercialisation est comptabilisée au titre des matériels loués par des clients faisant l'objet d'une provision pour dépréciation de créances.

Cette dépréciation est calculée par différence entre la VNC et la valeur vénale des biens.

### **2.3 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle**

Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée résiduelle ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit ;
- comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celle-ci inclut notamment la clientèle financière).

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

### **2.4 Subventions**

Les subventions reçues sont destinées à être rétrocédées au client. Elles sont comptabilisées dans le poste « autres passifs ».

### **2.5 Provisions**

AUXIFIP S.A. applique ANC 2014-03 du 05 juin 2014 sur les passifs concernant la comptabilisation et l'évaluation des provisions entrant dans le champ d'application de ce règlement.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux litiges et aux risques divers.

### **2.6 Opérations sur les Instruments financiers à terme et conditionnels**

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du Titre 5 Les instruments financiers à terme du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

**Opérations de couverture :**

Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global d'Auxifip S.A. (catégorie « c » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont inscrits prorata temporis dans la rubrique : « Intérêts et produits (charges) assimilé(e)s - Produit (charge) net(te) sur opérations de macro-couverture ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Les produits utilisés sont :

- les swaps emprunteurs et prêteurs à taux fixe, utilisés dans le cadre d'une stratégie de macrocouverture du portefeuille de contrats de location à taux fixes ;
- les caps et floors, souscrits dans le cadre d'une stratégie de micro-couverture de taux ;

Les engagements résultant de la conclusion de ces contrats sont inscrits dans les comptes de hors-bilan pour leur montant notionnel.

Les charges et les produits sur un même contrat ne sont pas compensés, conformément aux règles de comptabilisation du groupe Crédit Agricole.

Les intérêts à recevoir ou à payer sont calculés prorata temporis.

**Opérations en devises**

Les créances et les dettes monétaires ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors bilan libellés en devises sont convertis au cours de marché en vigueur à la date d'arrêt ou au cours de marché constaté à la date antérieure la plus proche.

Les charges et les produits payés ou perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction ; les charges et produits courus mais non payés ou perçus sont convertis au cours de clôture.

**2.7 Engagements hors-bilan**

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

**2.8 Impôt sur les bénéfices**

D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels. La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre les conséquences de la contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %.

Les crédits d'impôt sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique « Impôts sur le bénéfice » du compte de résultat.

Auxifip SA a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, chacune des sociétés intégrées constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale.

**Note 3 Créances sur les établissements de crédit - analyse par durée résiduelle**

(en milliers d'euros)	Durées résiduelles				Total	Créances	Total 31/12/2018	Total 31/12/2017
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	>1 an < 5 ans	> 5 ans				
<b>Etablissements de crédit</b>	<b>7 747</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7 747</b>	<b>0</b>	<b>7 747</b>	<b>9 031</b>
Comptes et prêts :								
- à vue	0	0	0	0	0	0	0	0
- à terme	0	0	0	0	0	0	0	0
Créances partenaires sur contrats en pools	7 747	0	0	0	7 747	0	7 747	9 031
<b>Opérations internes au crédit agricole</b>	<b>136 749</b>	<b>1 777</b>	<b>11 361</b>	<b>17 713</b>	<b>167 600</b>	<b>1 128</b>	<b>168 728</b>	<b>234 318</b>
Comptes et prêts :								
- à vue	125 414	0	0	0	125 414	0	125 414	203 141
- à terme	535	1 777	11 361	17 713	31 386	1 128	32 514	31 177
- JJ	10 800	0	0	0	10 800	0	10 800	0
<b>Total des créances ets de crédit</b>	<b>144 496</b>	<b>1 777</b>	<b>11 361</b>	<b>17 713</b>	<b>175 347</b>	<b>1 128</b>	<b>176 475</b>	<b>243 349</b>

**Note 4 Opérations avec la clientèle**

(en milliers d'euros)	Durées résiduelles				Total en principal	Créances rattachées	Créances douteuses	Total 31/12/2018	Total 31/12/2017
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	>1 an < 5 ans	> 5 ans					
Opérations avec la clientèle	89 533	224 224	952 111	1 418 346	2 684 214	4 845	10 885	2 699 944	2 378 678
Créances	89 533	224 224	952 111	1 418 346	2 684 214	4 845	10 885	2 699 944	2 378 678

**Note 5 Participations et autres titres détenus à long terme**

Rubriques (données exprimées en K€)	Nbre titres dans capital	Nbre de titres détenus	% de détention	Montant brut des titres	Dépréciation des titres
Certificats d'association (FDG)	-	-	-	1	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>

**Note 6 Titres de participation et de filiales**

Nom	Siège	Forme juridique	% de capital détenu	Valeur nette comptable des titres	Capital social	Montant des capitaux propres	Résultat du dernier exercice	QP situation financière
-----	-------	-----------------	------------------------	---	----------------	------------------------------------	------------------------------------	----------------------------

UNIFERGIE	12 Place des Etats Unis 92548 Montrouge	S.A.	58.89	57 371	24 375	129 918	1 679	988
SAS Immobilière Claude DECAEN	12 Place des Etats Unis 92548 Montrouge	S.A.S	100	37	37	110	5	5
INDUSTELEC service IDF	1/3 Rue du Passeur de Boulogne 92861 Issy les Moulineaux		1,68	8	900			
<b>Total</b>				<b>57 416</b>				

**Note 7 Variation de l'actif immobilisé****7.1 Opérations de crédit-bail et assimilés**

- Immobilisations en crédit-bail et assimilés

Rubriques (en milliers d'euros)	31/12/2017	Augmentation	Diminution	Transfert	31/12/2018
<b>Valeur brute</b>	<b>1 302 514</b>	<b>27 990</b>	<b>-27 762</b>		<b>1 302 742</b>
- Amortissements	-556 376	-69 086	12 999		-612 463
- Dépréciations sur actifs	-30	-2 407	2 437	0	0
<b>Valeur nette</b>	<b>746 108</b>	<b>-43 503</b>	<b>-12 326</b>	<b>0</b>	<b>690 279</b>

- Immobilisations en crédit-bail et assimilés non loués après résiliation

Rubriques (en milliers d'euros)	31/12/2017	Augmentation	Diminution	Transfert	31/12/2018
<b>Valeur brute</b>	<b>155</b>				<b>155</b>
- Amortissements	-155				-155
- Dépréciations sur actifs	0				0
<b>Valeur nette</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

- Créances douteuses et rattachées liées aux opérations de crédit-bail

Rubriques (en milliers d'euros)	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Créances rattachées	16 896		16 896
Créances douteuses compromises	2 858	2 121	737
Créances douteuses non compromises	704	531	173
<b>Créances totales</b>	<b>20 458</b>	<b>2 652</b>	<b>17 806</b>

- Encours de crédit brut ventilé par agents économiques et durées résiduelles

En application du règlement Article 1 124-29 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, nous vous présentons ci-dessous les encours de crédit brut ventilé (source financière) selon deux critères ; le premier par agents économiques et le second par durées résiduelles.

Les encours douteux compromis correspondent aux encours contentieux qui regroupent les dossiers dont la déchéance du terme a été prononcée.

- par agents économiques :

(en milliers d'euros)	
Stés non financières	230 079
Entrepreneurs individuels	0
Société assurances	0
Administrations privées	1 875
Administration centrale	2 576
Administrations Publiques	594 521
Administration sécurité sociale	76 504
Clientèle financière	0
<b>Total encours financier</b>	<b>905 555</b>

- par durées résiduelles :

(en milliers d'euros)	<= 3 mois	> 3 mois & <= 1 an	> 1 an & <= 5 ans	> 5 ans	Total
Encours financiers	12 442	36 074	160 203	696 836	905 555

**7.2 Opérations de location simple**

- Variation des immobilisations louées en location simple :

Rubriques (en milliers d'euros)	31/12/2017	Augmentation	Diminution	Transfert	31/12/2018
<b>Valeur brute</b>	<b>698</b>			<b>-36</b>	<b>662</b>
- Amortissements	-697			36	-661
- Dépréciations sur actifs	-1				-1
<b>Valeur nette</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>



- Immobilisation en location simple non louées après résiliation

Rubriques (en milliers d'euros)	31/12/2017	Augmentation	Diminution	Transfert	31/12/2018
<b>Valeur brute</b>	<b>11</b>		<b>-36</b>	<b>36</b>	<b>11</b>
- Amortissements	-11		36	-36	-11
- Dépréciations sur actifs	0				0
<b>Valeur nette</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

- Créances clients liées aux opérations de location simple :

Rubriques (en milliers d'euros)	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Créances rattachées	199		199
Créances douteuses compromises	145	124	21
Créances douteuses non compromises	300	256	44
<b>Créances totales</b>	<b>644</b>	<b>380</b>	<b>264</b>

### 7.3 Immobilisations corporelles et incorporelles

- Immobilisations propres :

Rubriques (en milliers d'euros)	31/12/2017	Augmentation	Diminution	Transfert	31/12/2018
Immobilisations corporelles	652	0	0	0	<b>652</b>
- Amortissement	-652	0	0	0	<b>-652</b>
<b>= Valeur nette</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Rubriques (en milliers d'euros)	31/12/2017	Augmentation	Diminution	Transfert	31/12/2018
Immobilisations incorporelles (1)	6 645	385	0	0	7 030
- Amortissement & provision	-5 756	-254	0	0	-6 010
<b>= Valeur nette</b>	<b>889</b>	<b>131</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 020</b>

(1) dont 3811 K€ de fonds de commerce déprécié en totalité.

### Note 8 Autres actifs et comptes de régularisation

#### 8.1 Autres Actifs

Rubriques (en milliers d'euros)	Montant 31/12/2018	Montant 31/12/2017
<b>Autres actifs</b>		
Créances sur l'Etat : TVA	521	944
Dépôts de garantie versés	40 588	45 653
Partenaires pools (opérations non dénouées)	1 224	45 833
Personnel	7	7
Fournisseurs : avances et acomptes	29	1
Autres débiteurs divers	429	555
<b>Total</b>	<b>42 798</b>	<b>92 993</b>

#### 8.2 Comptes de régularisation

Rubriques (en milliers d'euros)	Montant 31/12/2018	Montant 31/12/2017
<b>Actif</b>		
Produits à recevoir sur frais généraux	12	25
Autres comptes de décaissement	60 282	55 716
<b>Total</b>	<b>60 294</b>	<b>55 741</b>

### Note 9 Dettes envers les établissements de crédit - Analyse par durées résiduelles

Rubriques (en milliers d'euros)	Durées résiduelles				Total en principal	Dettes rattachées	Total 2018	Total 2017
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans				
<b>Etablissements de crédit</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Comptes et emprunts :								
- à vue	0	0	0	0	0	0	0	0
- à terme					0	0	0	0
Emprunts / opérations de syndication								
- à vue	0	0	0	0	0	0	0	0
- à terme	0	0	0	0	0	0	0	0
Partenaires à reverser	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Opérations internes</b>	<b>232 502</b>	<b>253 374</b>	<b>1 054 344</b>	<b>1 726 086</b>	<b>3 266 306</b>	<b>5 001</b>	<b>3 271 307</b>	<b>3 230 392</b>
Comptes ordinaires :								

- à vue	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes et emprunts :								
- à vue	0	0	0	0	0	0	0	0
- à terme	210 903	169 122	646 608	769 484	1 796 117	2 446	1 798 563	1 976 724
Emprunts / syndication								
- à vue	0	0	0	0	0	0	0	0
- à terme	21 599	84 252	407 736	956 602	1 470 189	2 555	1 472 744	1 253 668
<b>Total des dettes</b>	<b>232 502</b>	<b>253 374</b>	<b>1 054 344</b>	<b>1 726 086</b>	<b>3 266 306</b>	<b>5 001</b>	<b>3 271 307</b>	<b>3 230 392</b>

## Note 10 Comptes créditeurs de la clientèle - Analyse par durée résiduelle

Rubriques (en milliers d'euros)	Durées résiduelles				Total en principal	Créances rattachées	Total 2018	Total 2017
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans				
<b>Clientèle</b>	<b>1 286</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 286</b>	<b>0</b>	<b>1 286</b>	<b>1 327</b>
Comptes créditeurs à terme	1 286	0	0	0	1 286	0	1 286	1 327

## Note 11 Dette représentée par un titre

Rubriques (en milliers d'euros)	31/12/2018							31/12/2017
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Bons de caisse	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres du marché interbancaire	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de créances négociables	0	0	40 000	0	40 000	0	40 000	10 000
Emprunts obligataires	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Valeur au bilan</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>40 000</b>	<b>0</b>	<b>40 000</b>	<b>0</b>	<b>40 000</b>	<b>10 000</b>

## Note 12 Autres passifs et comptes de régularisation

## 12.1 Autres Passifs

Rubriques (en milliers d'euros)	Montant 31/12/2018	Montant 31/12/2017
<b>Autres passifs</b>		
Dettes sur l'état : TVA	2 746	1 707
Dettes sur l'état : IS	274	3 719
Dépôts et cautions reçus	1 272	1 983
Partenaires pools (opérations non dénouées)	33 818	28 891
Subventions à reverser	56 169	59 225
Organismes sociaux	1	1
Avance-preneur à reverser	487	573
Fournisseurs et comptes rattachés	4 660	3 193
Clients créditeurs	915	960
Syndication à reverser	38 612	19 311
<b>Total</b>	<b>138 954</b>	<b>119 563</b>

## 12.2 Comptes de régularisation

Rubriques (en milliers d'euros)	Montant 31/12/2018	Montant 31/12/2017
<b>Passif</b>		
Charges à payer sur instruments financiers	1 515	1 979
Produits constatés d'avance	3 976	3 905
Autres charges à payer	2 630	2 448
Autres comptes d'encaissement	120 004	126 667
<b>Total</b>	<b>128 125</b>	<b>134 999</b>

## Note 13 Provisions

Rubriques (en milliers d'euros)	31/12/2017	Dotation	Reprise	Utilisation	31/12/2018
Risques opérationnels	135	0	-135	0	0
Risques techniques	6 747	25	-1 271	0	5 501
Charges de retraite	0	0	0	0	0
Engagements sociaux	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>6 882</b>	<b>25</b>	<b>-1 406</b>	<b>0</b>	<b>5 501</b>

## Note 14 Variation des capitaux propres

- Capital souscrit

Le montant du capital souscrit de 81 912 460 € se décompose en 963 676 titres d'une valeur nominale de 85 euros.  
Le capital ne comporte que des titres nominatifs, avec égalité du droit de vote par titre.

Il n'existe ni catégorie particulière, ni obligations convertibles ou titres similaires.  
Le capital souscrit est entièrement libéré.

Au 31/12/2018, l'actionnariat se répartit ainsi :

	nombre de titres	% du capital
CALEF	963 675	99,99%
Personnes physiques et morales autres	1	NS
<b>Total</b>	<b>963 676</b>	<b>100,00%</b>

- Variation des Capitaux propres

Rubriques (en milliers d'euros)	Montant au 31/12/2017	Affectation du résultat de 2017	Affectation réserves	Résultat 2018	Montant au 31/12/2018
Capital	81 912	0	0	0	81 912
Réserve légale	364	237	0	0	601
Réserve statutaire	155	0	0	0	155
Autres réserves	522	0	0	0	522
Prime d'apport	1 158	0	0	0	1 158
Prime de fusion	615	0	0	0	615
<b>Sous total</b>	<b>84 726</b>	<b>237</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>84 963</b>
Report à nouveau	-11 978	16 469	0	0	4 491
Résultat de l'exercice	16 706	-16 706	0	72 032	72 032
<b>Total</b>	<b>89 454</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>72 032</b>	<b>161 486</b>

- Proposition d'affectation du résultat (en milliers d'euros)

Report à nouveau exercice précédent	4 491 K€
Bénéfice de l'exercice	72 032 K€
Sommes distribuables	76 523 K€
Affectation à la réserve légale	3 602 K€
Au titre de dividendes	25 056 K€
Report à nouveau	47 866 K€
<b>Total à l'affectation</b>	<b>76 523 K€</b>

#### Note 15 Hors-bilan

Rubriques (en milliers d'euros)	Montant 31/12/2018	Montant 31/12/2017
<b>Engagements reçus</b>	<b>1 834 306</b>	<b>1 494 522</b>
<i>Accord de refinancement Lixxcrédit</i>	0	0
<i>Des Caisses Régionales / contrats en syndication</i>	77 741	105 158
Engagements de financement	77 741	105 158
Engagement de garantie reçus d'établissement de crédit	1 636 565	1 229 364
Engagements de garantie CASA - EVERGREEN MONTRouGE SAS	120 000	160 000
<b>Engagements donnés</b>	<b>540 081</b>	<b>232 643</b>
<i>Engagements de signature</i>	526 221	216 827
Engagements de financement	526 221	216 827
<i>Engagements de garantie aux CR</i>	6 060	8 016
<i>Engagements de garantie d'ordre de la clientèle</i>	7 800	7 800
Engagements de garantie	13 860	15 816
<b>Engagements donnés sur instruments financiers à terme</b>	<b>228 820</b>	<b>290 549</b>
<i>Opérations de SWAP, taux emprunteur</i>	228 820	290 549
Engagements sur instruments de taux d'intérêt	228 820	290 549
<b>Autres engagements donnés</b>	<b>523 141</b>	<b>629 812</b>
<i>Engagements BCE</i>	523 141	629 812
<i>Engagements SFEF</i>		
Valeurs données en garantie	523 141	629 812
Engagements donnés	1 292 042	1 153 004
Engagements reçus	1 834 306	1 494 522

#### Créances apportées en garantie dans le cadre des refinancements des établissements de crédit accordés par la Banque Centrale Européenne.

Le groupe Crédit Agricole est éligible aux refinancements accordés par la Banque Centrale Européenne dans le cadre de la procédure sécurisée et automatisée dénommée Traitement Informatisé des Créances Privées (TRICP).

Dans ce contexte, AUXIFIP S.A., filiale du Crédit Agricole S.A. apporte des créances en garantie à CASA, qui les apporte ensuite à la Banque Centrale pour garantir les prêts que cette dernière octroie au groupe.

Au total, 523 141K€ de créances ont été apportés en garantie par l'intermédiaire de CASA.

La société AUXIFIP S.A. conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

Engagements sur instruments financiers à terme

Conformément à l'avis 2004-21 du 27 octobre 2004, les informations concernant les instruments financiers dérivés sont exposées ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Notionnel	Réescompte	Prime restant	Valorisation à la juste valeur pied de coupon
Swaps de taux	223 537	-1 515	0	-53 854
Caps	5 283		614	16
Floors				

#### Note 16 Produits nets d'intérêts et revenus assimilés

(en milliers d'euros)	31/12/2018			31/12/2017		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Intérêts et Charges / Produits assimilés	162 932	144 539	18 393	169 180	155 751	13 429
* Opérations de trésorerie et interbancaire	4 087	60 222	-56 135	10 211	66 604	-56 393
* Opérations avec la clientèle	63 368	919	62 449	65 909	808	65 101
* Opérations de crédit-bail	95 189	83 392	11 797	92 868	88 301	4 567
* Opérations de location simple	288	6	282	192	38	154

#### Note 17 Revenu des titres

Nom	% de capital détenu	Valeur nette comptable des titres	Dividendes reçus en 2018
INDUSTELEC service IDF	1,68	8	5
UNIFERGIE	58.89	57 371	55 985
<b>Total</b>			<b>55 990</b>

#### Note 18 Produits / charges liés aux commissions

Type de commissions (en milliers d'euros)	Commissions			
	Reçues en 2018	Reçues en 2017	Versées en 2018	Versées en 2017
<b>Sur opérat. avec les étab. de crédit :</b>				
Commissions sur Acte de gestion	211	660	0	0
Commissions d'apport	0	0	483	445
Commissions de garantie	0	35	263	217
Commissions sur frais de dossiers	9 401	10 109	0	0
<b>Sur autres services d'exploitation bancaire</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>36</b>	<b>16</b>
<b>Sur refinancement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total</b>	<b>9 612</b>	<b>10 804</b>	<b>782</b>	<b>678</b>

#### Note 19 Opérations sur instruments financiers à terme

Type d'opération (en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
<i>Opération de gré à gré</i>		
- Opérations de change	0	-19
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>-19</b>

#### Note 20 Autres produits et charges d'exploitation bancaire

Rubriques (en milliers d'euros)	Charges	Produits
Subventions virées au résultat	0	1 983
Divers	44	2 424
<b>Total</b>	<b>44</b>	<b>4 407</b>

#### Note 21 Autres produits et charges d'exploitation

(en milliers d'euros)	Montant 2018	Montant 2017
<b>Autres produits d'exploitation</b>	<b>395</b>	<b>139</b>
Impôts et taxes	-2 640	-1 730
Salaires	0	8

Charges sociales	0	3
Impôts et taxes	0	1
Frais publicité, télécommunication et de mission	-5	-5
Honoraires	-78	-78
Refacturation groupe / Sous traitance administrative	-8 945	-9 374
Divers autres charges d'exploitation	-27	-41
<b>Autres charges d'exploitation</b>	<b>-11 695</b>	<b>-11 216</b>
<b>Solde produits/charges exploitation</b>	<b>-11 300</b>	<b>-11 077</b>

## Note 22 Coût du risque

Rubriques (en milliers d'euros)	Dotations	Reprises	Net des dotations et reprises
Dépréciation des prêts	-2 841	3 311	470
Dépréciation pour clients douteux et contentieux	-2 200	1 116	-1 084
Provision pour risques divers	-25	1 271	1 246
<b>Total I</b>	<b>-5 066</b>	<b>5 698</b>	<b>632</b>
Pertes sur créances couvertes par des provisions			-561
Récupérations sur créances amorties			129
Honoraires et frais contentieux			-102
<b>Total II</b>			<b>-534</b>
Solde en perte des corrections de valeurs sur créances			98

## Note 23 Opérations effectuées avec les entreprises liées et les participations

Rubrique (en milliers d'euros)	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2017
	Opérations avec les entreprises liées et les participations	Opérations avec les entreprises liées et les participations
<b>Créances</b>	<b>289 124</b>	<b>394 366</b>
Sur les établissements de crédit et institutions financières	168 805	233 941
Sur la clientèle	120 319	160 425
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
<b>Dettes</b>	<b>327 802</b>	<b>724 736</b>
Sur les établissements de crédits et institutions financières	327 802	724 736
Sur la clientèle	0	0
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées	0	0
<b>Engagements donnés</b>	<b>752 738</b>	<b>928 377</b>
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	0	0
Engagements de financement en faveur de la clientèle	0	0
Garanties données à des établissements de crédit	229 597	298 565
Garanties données à la clientèle	0	0
Titres acquis avec faculté d'achat ou de reprise	0	0
Autres engagements donnés	523 141	629 812

## Note 24 Situation fiscale latente et conditionnelle

AUXIFIP S.A. a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, chacune des sociétés intégrées constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale.

Aux termes de cette convention, la répartition des impôts est faite selon le principe de la neutralité c'est à dire que chaque filiale intégrée comptabilise dans ses comptes la charge d'impôt calculée sur son propre résultat fiscal comme en l'absence d'intégration fiscale.

Les déficits ou moins-values nettes à long terme sont également imputables comme en l'absence d'intégration.

La loi de finances rectificative de 2011 a aménagé pour la détermination du résultat des exercices clos à compter du 21 septembre 2011 les mécanismes de report en avant et en arrière des déficits subis par les sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés.

S'agissant du report en avant des déficits, l'imputation de déficits antérieurs sur le bénéfice constaté au titre d'un exercice n'est dorénavant possible qu'à hauteur d'un plafond égal à 1 000 000 € majoré d'un montant de 50 % du bénéfice imposable de l'exercice excédant cette première limite. La fraction de déficit non admise en déduction du bénéfice du fait de l'application de ces dispositions demeure imputable dans les mêmes conditions sur les exercices suivants, sans limitation dans le temps.

Le déficit reportable pour l'exercice s'élève à 23 356 K€.

- Dettes et créances d'impôts différés

Rubrique (en milliers d'euros)	Base	Taux	Actif	Passif
Réserve latente	265 475	32,02%		85 005
Actualisation de créances	-30	32,02%		-10
Provision financière	-6 505	32,02%		-2 083
Activation charges et produits directs IAS	-23 789	32,02%		-7 617
Provisions IFRS9	-17 546	32,02%		-5 619

Fonds de commerce CEPME	3 811	32,02%	1 220	
Indemnité de résiliation	3	32,02%	1	
Provision contagion	5	32,02%	2	
Provision contrôle fiscal	1 523	32,02%	488	
Report déficitaire	23 357	32,02%	7 479	
Réserves IAS	10	32,02%	3	
Impact retournement report déficitaire			-966	
Impact retournement réserve latente				-9 216
<b>Total</b>	<b>246 314</b>		<b>8 227</b>	<b>60 460</b>
<b>ID 2017</b>			<b>12 662</b>	<b>58 343</b>
<b>Variation ID 2018/2017</b>			<b>-4 435</b>	<b>2 117</b>
<b>Variation nette IDA 2018/2017</b>				<b>-6 552</b>

Les actifs et passifs d'impôt différé doivent être évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

#### Autres informations

- Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société :

CREDIT AGRICOLE LEASING & FACTORING S.A.  
12 place des Etats Unis  
92548 MONTROUGE CEDEX

CREDIT AGRICOLE S.A.  
1 2 place des Etats Unis  
92548 MONTROUGE CEDEX

- Ventilation de l'effectif moyen :

La société AUXIFIP S.A. n'emploie aucun salarié.

- Organes de direction, d'administration ou de surveillance, montant global pour chaque catégorie :

Il n'a pas été alloué de rémunération au titre des fonctions de Président, ni de jetons de présence aux membres du conseil d'administration, au cours de l'exercice 2018.

#### Note 25 Note sur la comptabilité financière

##### Méthode de comptabilité financière

Le résultat financier est calculé après amortissement financier, ce dernier étant égal à la part du loyer HT affectée à l'amortissement du montant initial financé, après rémunération à un taux de placement déterminé du capital restant dû.

Les loyers sont perçus d'avance et la méthode retenue pour calculer l'amortissement financier est celle dite à "intérêts perçus d'avance", le premier loyer incluant une part d'intérêts. La valeur résiduelle, si elle existe, est considérée comme un dernier loyer, intégralement affecté à l'amortissement du capital investi.

En comptabilité financière, les loyers sont enregistrés à leur date d'exigibilité avec prorata temporis.

Les encours financiers des dossiers à caractère douteux ou litigieux font l'objet d'un complément d'amortissement financier pour couvrir la perte probable évaluée en fonction de la valeur de revente du matériel.

Le résultat financier dégagé peut être supérieur au bénéfice social, ceci étant essentiellement dû à la différence entre les amortissements financiers et les amortissements fiscaux pratiqués.

Cet excédent permet de constituer une réserve non apparente qualifiée de "réserve latente", essentiellement constituée par la différence entre l'encours financier et la valeur nette comptable des mêmes biens donnés en location.

- Variation de la réserve latente

Rubriques (en milliers d'euros)	Montant 2018	Montant 2017	Variation
Valeur brute des immobilisations	1 319 631	1 305 086	14 545
Subventions	-56 169	-59 225	3 058
Valeur nette financière (1)	906 861	927 575	-20 714
Valeur nette comptable	641 386	680 910	-39 524
<b>Réserve latente brute</b>	<b>265 475</b>	<b>246 665</b>	<b>18 810</b>
Provisions financières contentieuses	-6 505	-5 209	-1 296
Provision financière s/ITNL de + 1 an	0	0	0
Provisions sociales	0	30	-30
<b>Réserve latente nette</b>	<b>258 970</b>	<b>241 486</b>	<b>17 484</b>

(1) La valeur nette financière correspond au CRD corrigé du réescompte

Suite à la mise en place des normes IFRS 9 dans la comptabilité financière, le montant de l'ouverture des provisions financières intègre l'impact de l'annulation des provisions sensibles pour 69 1 K€.

**Méthode de comptabilité sociale**

Les sociétés pratiquant des opérations de crédit-bail ou de location longue durée peuvent amortir les matériels qu'elles donnent en location, conformément aux dispositions légales et réglementaires, c'est-à-dire qu'elles peuvent pratiquer des amortissements comptables de type dégressif ou linéaire.

L'amortissement effectivement retenu est compris entre le minimum linéaire et le maximum dégressif fiscalement autorisé. Les durées d'amortissement des immobilisations corporelles louées sont conformes à la réglementation en vigueur.

Passage du résultat social au résultat financier

(en milliers d'euros)	31-déc-18		
	Résultat	Réserves	Total
<b>Situation nette sociale</b>	<b>72 032</b>	<b>89 454</b>	<b>161 486</b>
Réserve latente nette de provisions financières contentieuses (1)	17 484	241 486	258 970
Provisions IFRS 9 (2)	4 273	-21 819	-17 546
Impôts différés sur réserve latente (3)	-2 117	-58 343	-60 460
ID : décalages temporaires entre le résultat comptable et le résultat fiscal	-134	1 849	1 715
ID sur déficits à imputer	-4 301	10 813	6 512
IFRIC21 - Organic	2	253	255
Activation charges/produits directs IAS	-462	-23 327	-23 789
Actualisation	2	-32	-30
Lissage frais de dossiers	1 344	22 257	23 601
<b>Situation nette consolidée financière</b>	<b>88 123</b>	<b>262 591</b>	<b>350 714</b>

(1) - dont impact de l'annulation des provisions sensibles suite à la mise en place des provisions IFRS9 pour 691 K €  
(2) - dont provisions IFRS9 de -21 819 K€  
(3) - dont impact ID sur provisions IFRS9 de 6 279 K€

**V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'Assemblée Générale de la société Auxifip,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Auxifip relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit de l'entité CA Leasing & Factoring.

**Fondement de l'opinion****• Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**• Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

**Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 25 de l'annexe des comptes annuels relative à la détermination du résultat financier, qui inclut notamment la mise en place de la norme IFRS 9 dans la comptabilité financière.

**Justification des appréciations – Points clés de l'audit**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

**• Risque de crédit et dépréciation sur une base individuelle**

Risque identifié	Notre réponse
<p>Votre société comptabilise au titre du risque de crédit et de son portefeuille client, des dépréciations individuelles pour créances douteuses.</p> <p>Ces dépréciations sont enregistrées en fonction du risque de non-recouvrement. Elles sont déterminées individuellement et évaluées à partir de l'encours contentieux déduction faite des garanties.</p> <p>Compte tenu de l'activité exercée par votre société, nous considérons que l'évaluation des dépréciations sur les créances douteuses constitue un point clé de l'audit</p>	<p>Nous avons examiné le dispositif mis en place par votre société pour identifier les créances douteuses et évaluer leur dépréciation, et testé l'efficacité des procédures et des contrôles clés sur le déclassement des créances en douteux et le calcul des dépréciations.</p> <p>En complément de ces tests sur les contrôles, nous avons :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Examiné, sur la base d'un échantillon de dossiers et par entretien avec la direction, les données et les hypothèses retenues par votre société pour déclasser et estimer la dépréciation à enregistrer sur ces dossiers ;</li> <li>- examiné les principales conclusions des comités spécialisés en charge du suivi des créances douteuses ;</li> <li>- circularisé les cabinets d'avocats afin de compléter l'analyse des dossiers douteux.</li> </ul>

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

#### • Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D. 441-4 du Code de commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion.

En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

#### • Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du Code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

### Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

#### • Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Auxifip par votre assemblée générale du 23 mai 2005.

Au 31 décembre 2018, nos cabinets étaient dans la quatorzième année de leur mission sans interruption.

#### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de l'entité CA Leasing & Factoring de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

#### Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

##### • Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en oeuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

#### ● Rapport au comité d'audit de l'entité CA Leasing & Factoring

Nous remettons au comité d'audit de l'entité CA Leasing & Factoring un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en oeuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit de l'entité CA Leasing & Factoring figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit de l'entité CA Leasing & Factoring la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit de l'entité CA Leasing & Factoring des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 25 avril 2019  
*Les Commissaires aux Comptes*

**MAZARS**  
Franck Boyer

**ERNST & YOUNG et Autres**  
Claire Rochas

#### VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est mis à la disposition du public au siège social de la société